



LES « DASTUCES » DE LA SEMAINE

DU 03 MAI AU 17 MAI 2014

TELECOMMUNICATIONS

~ FRANCE ~

« Arnaud Montebourg veut marier Bouygues Télécom »

Le ministre de l'Économie a invité Bouygues Télécom à fusionner avec un autre opérateur alors que des informations de presse font état de 1.500 à 2.000 suppressions d'emplois dans le groupe de téléphonie mobile. Le ministre a déclaré au cours d'une conférence en marge d'une visite d'usine *"qu'il est assez incroyable que dans un secteur en croissance nous ayons des plans sociaux"*. Il est parfaitement possible aujourd'hui à deux opérateurs de fusionner et monsieur Bouygues est parfaitement en mesure d'imaginer des solutions avec d'autres que SFR", a-t-il ajouté. *"Je l'y invite, il le sait, je le lui ai dit"*, a conclu le ministre.

« Le grand dilemme du troisième opérateur »

A partir de 2006, Bouygues Telecom a été une véritable machine à cash, qui remontait en moyenne 450 millions d'€ par an à la maison mère. Depuis l'arrivée de Free Mobile, la mécanique s'est enrayée. Car le troisième opérateur a perdu la taille critique sur un marché où les prix ont beaucoup baissé. En effet, le niveau d'investissements nécessaires chaque année pour mettre à jour le réseau n'a pas varié; en revanche, il faut plus de clients qu'avant pour rentabiliser ces infrastructures. Pour rester dans les télécoms, Olivier Roussat, le PDG de Bouygues Telecom, doit donc agir sur les coûts. Un premier plan de 540 suppressions d'emplois et 300 millions d'€ d'économies par an a été mis en œuvre en 2012 - objectif dépassé en 2013. Le groupe a été généreux avec les partants. Mais avec 1.500 à 2.000 emplois en moins, le groupe, qui a internalisé tous ses centres d'appels et ses boutiques, risque de se montrer moins paternaliste. L'abaissement de la structure de coûts est inévitable. En janvier, le patron de la marque low cost B&You, qui est le principal moteur de la croissance, a été nommé à la tête de l'ensemble des ventes de l'opérateur, signe de la puissance de ce

nouveau canal. Malgré tous ces sacrifices, Martin Bouygues n'est pas encore sûr de pouvoir garder les télécoms. Car il lui manque une jambe pour courir le marathon avec les autres : faute d'avoir suffisamment investi dans son infrastructure fixe, Bouygues Telecom doit s'appuyer sur une béquille - Numericable, Orange et SFR qui lui louent en partie leur réseau. Rattraper son retard lui coûterait très cher. C'est pourquoi, même s'il a très envie d'être opérateur, Martin Bouygues pourrait décider d'arrêter les frais. Pourvu que son acquéreur naturel, Free, y mette le prix.

« Free, Bouygues et Orange unis contre Numericable »

Le rachat de SFR par Numericable, qui devrait être effectif d'ici à la fin de l'année, va-t-il changer la feuille de route du plan France Très haut débit, qui prévoit d'équiper tout le territoire en 2022 ? C'est la question qui taraude les élus locaux, SFR étant le premier client des RIP, et qui était débattue mardi matin lors du colloque de l'Avicca. Numericable a fait valoir que son acquisition de SFR allait *"permettre d'accélérer le plan France Très haut débit et le déploiement de la fibre optique"* et que *"le câble offre la meilleure qualité de service, selon de nombreuses études dont celle de l'ARCEP, c'est le réseau le plus fiable par rapport aux réseaux obsolètes ADSL"*. Un plaidoyer qui a fait bondir ses concurrents qui ont critiqué la qualité du débit de son réseau ainsi que le régime fiscal et réglementaire dérogatoire du câble. Le ministre de l'Économie a assuré plus tard au colloque que *"le gouvernement fera tenir aux opérateurs leurs engagements [...] et apporté son soutien aux concurrents de Numericable : l'Etat appuiera le choix de « la fibre jusqu'à l'abonné », afin de maximiser le débit FTTH et d'assurer les possibilités maximales pour les consommateurs et entreprises de réexpédier des données au lieu d'en seulement recevoir"* a-t-il indiqué. Tout en prévenant : *"aucun opérateur n'a intérêt à rester en dehors de la fibre à domicile dont les potentialités sont meilleures"*.

« Le projet de loi Création du plomb dans l'aile »



Le projet de loi n'est pas officiellement abandonné, mais tout milite en ce sens. Les origines de ce blocage sont multiples : texte final long à rédiger (90 articles), manque de volonté politique, changement de gouvernement, craintes de frondes parlementaires.... Au ministère de la Culture et de la Communication, on assure que les discussions interministérielles vont débiter et on espère que le projet de loi sera présenté en Conseil des ministres d'ici à la fin de l'année. Avant cette échéance, il doit encore passer devant le Conseil d'Etat, le CSA, ou encore l'ARCEP. Mais la longueur du texte et l'embouteillage au Parlement refroidissent les ardeurs et rendent ce calendrier de plus en plus théorique. Une autre histoire est ainsi en train de s'écrire : celle d'un « plan B », qui consisterait à démanteler purement et simplement le projet de loi Création et à répartir les différents sujets qui le composent (numérique, spectacle vivant, arts plastiques, éducation artistique) dans d'autres véhicules législatifs.

« Rachat de SFR par Numericable : Orange va saisir les autorités de la concurrence »

Stéphane Richard a accordé une interview au Financial Times, dont voici les principaux points :

- sur le rapprochement Numericable/SFR, le groupe Orange compte demander certains éclaircissements à l'Autorité de la concurrence, notamment en ce qui concerne le traitement avantageux dont bénéficie le câble en termes de TVA (taux de 10% contre 20% pour le cuivre). Dans sa note d'introduction Numericable indiquait d'ailleurs "le Groupe ne peut toutefois pas exclure que l'administration fiscale ne partage pas l'analyse retenue et conteste en tout ou partie l'assiette du taux réduit de la TVA" ;
- sur la France, le président d'Orange considère que le marché domestique devrait se pacifier : Bouygues Télécom et Free vont devoir investir massivement et le nouvel ensemble SFR/Numericable sera fortement endetté, il semble donc probable que les prix devraient se stabiliser ;
- la poursuite de la consolidation du marché domestique n'est pas à exclure. Bouygues

Télécom faisant face à d'importants challenges, il devra se restructurer profondément, il devra trouver des solutions soit par le biais d'accords de partages d'investissements soit en se rapprochant d'un autre opérateur ;

- une fusion Orange/Deutsche Telekom n'est pas envisageable à court terme.

« Investissements étrangers: la France étend la protection des entreprises »

La France a étendu ce matin le mécanisme lui permettant de protéger ses entreprises « stratégiques » d'appétits d'intérêts étrangers en soumettant au feu vert du gouvernement les investissements dans les domaines de l'énergie, des transports, de l'eau, de la santé et des télécommunications.

~ EUROPE ~

« Concentrations: la Commission ouvre une enquête approfondie sur le projet d'acquisition du câblo-opérateur néerlandais Ziggo par Liberty Global »

Liberty Global – par l'intermédiaire de sa filiale UPC – et Ziggo possèdent tous deux un réseau câblé aux Pays-Bas et fournissent toute une série de services au détail dans les domaines de la télévision payante et des télécommunications. Ces deux sociétés exploitent également une chaîne de télévision payante dite « premium » dans ce pays, sur laquelle sont diffusées des premières exclusivités cinématographiques. La Commission craint que l'opération ne restreigne la concurrence sur certains marchés de la télévision payante et des télécommunications aux Pays-Bas. L'ouverture d'une enquête approfondie ne préjuge pas de l'issue de la procédure. La Commission dispose à présent d'un délai de 90 jours ouvrables (jusqu'au 19 septembre 2014) pour prendre une décision.

« Nouveau guide sur les aides d'État en faveur du haut débit dans l'UE »

Le financement public du haut débit peut prendre la forme de subventions directes, d'abattements fiscaux, de prêts et d'autres mécanismes. Lorsqu'un réseau est établi avec l'argent du contribuable, il est normal que les consommateurs jouissent d'un



réseau réellement ouvert sur lequel la concurrence est assurée. Certains financements (inférieurs à 200 000 euros) ne doivent pas être notifiés à la Commission européenne. Les projets de « haut débit rapide » et de « haut débit de base » sont traités différemment en vertu des règles de l'UE en matière d'aides d'État. Le guide publié aujourd'hui est fondé sur les lignes directrices en matière d'aides d'État dans le domaine du haut débit, qui ont été révisées en décembre 2012 (voir les lignes directrices). Il explique comment concevoir un projet valable dès le départ et qui contacter au niveau régional et au niveau de l'Union européenne pour obtenir des financements et des conseils. Il décrit également les conditions minimales à respecter pour que les aides d'État soient approuvées.

[« Le Conseil adopte de nouvelles mesures visant à réduire les coûts du haut débit »](#)

Le Conseil a adopté ce jour une directive qui rendra plus facile et moins onéreuse la mise en place des réseaux de communications électroniques à haut débit, notamment en promouvant l'utilisation conjointe d'infrastructures telles que les conduites d'électricité et de gaz et les conduits d'égout.

[« La nouvelle stratégie pour le cinéma européen vise à stimuler la diversité culturelle et la compétitivité à l'ère numérique »](#)

Les films européens représentent près de deux tiers des sorties en salle dans l'UE, mais seulement un tiers des entrées réalisées. Alors que le nombre de films produits en Europe est passé d'environ 1 100 en 2008 à 1 300 en 2012, la plupart des films européens ne sont diffusés que dans leur pays d'origine et sont rarement distribués au-delà des frontières. Une nouvelle stratégie de l'UE sur « Le cinéma européen à l'ère numérique », lancée ce jour par la Commission européenne, entend relever ce défi en soulignant la nécessité de tirer pleinement parti des nouveaux modes de distribution pour renforcer la diversité culturelle et la compétitivité.

[« Des entreprises européennes créent un nouvel espace de cloud computing: Helix Nebula Marketplace »](#)

Les fournisseurs de services de Cloud européens, Atos, via Canopy sa filiale dédiée au Cloud, CGI, CloudSigma, EGI, Interoute, SixSq, The Server Labs et T-Systems, se sont associés pour mettre en œuvre un nouvel espace européen du Cloud conforme aux lois et aux réglementations de l'Union Européenne, en favorisant la collaboration entre les prestataires privés et les e-infrastructures publiques, dont EGI et GÉANT. Gérés par CGI, sous la marque Helix Nebula Marketplace (HNX), ces services de Cloud sont proposés à la communauté scientifique internationale, que ce soit des organismes de recherche et de technologie publics ou commerciaux dans différents secteurs comme la santé, le pétrole et le gaz, la finance, les hautes technologies et l'industrie. Ce périmètre permettra dès le début des déploiements informatiques de grande envergure et de haute performance. À partir de mai 2014, les premiers clients pourront utiliser HNX pour faire leur choix parmi différents fournisseurs ou combinaisons de fournisseurs proposant des services de Cloud indépendants. Ils pourront souscrire, utiliser et gérer ces services de façon transparente.

~ INTERNATIONAL ~

[« L'UIT publie les chiffres des TIC pour 2014 »](#)

Les nouveaux chiffres publiés par l'UIT montrent que, fin 2014, le monde comptera presque 3 milliards d'internautes, dont deux tiers seront des habitants de pays en développement. Par ailleurs, le nombre d'abonnements au large bande mobile va atteindre le chiffre de 2,3 milliards, dont 55% seront à mettre au compte de ces pays. Le nombre d'abonnements au cellulaire mobile atteindra presque 7 milliards fin 2014, dont 3,6 milliards dans la seule région Asie-Pacifique. Cette augmentation est principalement due à la croissance dans les pays en développement, où le nombre d'abonnements au cellulaire mobile représentera 78% du total mondial. Fin 2014, 44% des ménages dans le monde auront accès à l'Internet. Près d'un-tiers (31%) des ménages dans les pays en développement seront connectés à l'Internet, contre 78% de ceux des pays développés. L'analyse



fait apparaître que l'accès à l'Internet au domicile approche de la saturation dans les pays développés.

« Coup de canif du régulateur américain à la neutralité du Net »

Au terme de plusieurs semaines de polémique, la Federal Communications Commission (FCC), le régulateur américain des télécommunications, a finalement adopté un texte qui autorise les fournisseurs d'accès comme Comcast, Verizon, Time Warner, à facturer certains fournisseurs de contenus plus cher pour obtenir une vitesse de trafic satisfaisante, notamment pendant les périodes de forte utilisation du réseau. Chaque accord commercial devrait toutefois être examiné au cas par cas. La FCC se réserve le droit de bloquer un contrat qu'elle jugerait discriminatoire ou négatif pour la concurrence. Car en renonçant à la neutralité du Net, la FCC prend le risque de désavantager de nouveaux acteurs, qui n'auront pas les moyens de rivaliser avec les géants que sont maintenant Netflix ou Hulu. Plus de 100 sociétés du secteur high-tech, notamment Google et Facebook, se sont prononcées contre la possibilité de négocier des accès privilégiés. Des activistes radicaux réclament même la reclassification des fournisseurs d'accès dans la même catégorie que les compagnies d'eau ou d'électricité. Ce qui autoriserait des régulations beaucoup plus sévères.

« Au Brésil, le sommet NETmundial condamne l'espionnage sur le Web »

Le NETmundial de Sao Paulo a condamné, dans la soirée de jeudi 24 avril, l'espionnage sur Internet sous toutes ses formes, quelques mois après le scandale des écoutes menées par la NSA, et plaidé pour une nouvelle gouvernance multilatérale d'Internet. Soucieux de s'affranchir de Washington, les participants du NETmundial se sont accordés sur le principe d'une gestion multilatérale du Web pour un réseau à la fois efficace et légitime. Par cette approche « multiacteurs », la gouvernance doit tendre vers « un réseau stable, décentralisé, sûr, interconnecté et accessible à tous », souligne la déclaration finale. Le document rendu public omet

d'intégrer dans ses principes la neutralité de l'internet, malgré l'insistance des représentants brésiliens. L'approche est en revanche vivement critiquée par les grands FAI nord-américains et leurs relais à Washington. Au final, la résolution indique que la neutralité du net a été repoussée à une discussion ultérieure, sous-entendu au prochain sommet d'Istanbul en septembre.

« Oracle contre Google, une question de droits d'auteurs pour les codeurs »

Une cour d'appel américaine a relancé début mai un bras de fer de longue haleine entre le spécialiste des logiciels Oracle et le géant internet Google sur d'éventuelles violations de droits d'auteurs sur des éléments du code de programmation Java. Le dernier jugement en date, préjudiciable pour Google, estime que ce sont des droits d'auteur. Propriétaire de Java depuis qu'il en a racheté le concepteur Sun Microsystems en 2010, Oracle a porté plainte il y a plusieurs années contre Google, qui utilise des éléments de Java dans son système d'exploitation mobile Android. Le géant internet faisait valoir pour sa part que Sun, du temps où il était indépendant, avait déclaré que Java serait en code ouvert et que tous les développeurs pourraient l'utiliser.

« Naissance du premier MVNO chinois »

Le premier opérateur mobile virtuel chinois s'appelle T. Mobile, à ne pas confondre avec la filiale homonyme de Deutsche Telekom. Dix-neuf licences ont été accordées pour concurrencer les trois opérateurs de réseau.

« Apple prépare la contre-attaque contre le roi du smartphone »

Devenu en 2012 le numéro 1 du marché au détriment de Nokia, le géant coréen a encore écoulé 300 millions de smartphones l'an dernier, deux fois plus qu'Apple. L'américain vend moins que le coréen... mais avec deux fois plus de marges. Cependant, il n'est pas sûr que la sortie de l'iPhone 6 suffise à regagner du terrain.



« Nouvel échec du Proton avec un satellite d'Airbus pour la Russie »

Le lanceur russe Proton n'est pas parvenu à mettre sur orbite le satellite Ekspress AM-4R, construit par Airbus Defence & Space pour remplacer le satellite Ekspress AM-4, également construit par Airbus et perdu dans un échec précédent du Proton en août 2011. Selon les agences officielles russes, une anomalie serait intervenue pendant la phase propulsée du 3e étage. Une déviation de trajectoire aurait entraîné un arrêt automatique de la propulsion et la retombée du composite supérieur, avec le satellite, entre les régions de l'Altai et de l'Amour. Les débris n'ont pas encore été retrouvés. Il s'agit du quatrième échec du lanceur Proton M en 24 mois et 20 vols, soit un taux de fiabilité d'à peine 80%. Toutes les missions ayant échoué avaient été effectuées sous la responsabilité de Khrounichev et Roskosmos pour les autorités fédérales russes, et n'impliquaient pas l'opérateur commercial International Launch Services (ILS). Le dernier échec d'une mission d'ILS remonte à mars 2008. Depuis, ILS a réussi un sans-faute de 39 vols d'affilée. La prochaine mission d'ILS était prévue pour fin août avec le satellite Astra 2G construit par Airbus DS pour l'opérateur luxembourgeois SES.

« U.S. Sanctions, Russian Response Fraying Once-strong Space Ties »

Escalating tensions between Moscow and Washington threaten to upend the cooperative relationships, forged nearly two decades ago following the Soviet Union's breakup, that today are integral to some of America's most important civil and military space activities. The situation could still diffuse itself, U.S. experts said, but it nonetheless offers a cautionary tale about reliance on other countries for key strategic capabilities. In retaliation for U.S. sanctions imposed following its incursion into Ukraine, Russia announced May 13 that it would end its participation in the international space station program after 2020 and prohibit the use of Russian-built rocket engines in launches of U.S. national security satellites. Russia also announced that it would shut down 10 GPS

signal-reception stations located throughout the country for scientific applications including seismology and geodynamics. This move, which would be effective June 1, is in response to U.S. stalling on Russia's proposal to place ground stations for its own Glonass satellite navigation system on U.S. territory, according to Russian officials, who added that it would have no impact on navigation capabilities.

« Russian Space Program Gets \$52B Boost »

As a tit-for-tat sanctions war vaporizes U.S.-Russian space cooperation, the Russian government has boosted the budget of its Federal Space Agency by 1.8 trillion rubles (\$52 billion) to modernize and expand its existing infrastructure and capabilities by 2020. The new program for Russian space activities through 2020 was quietly released the same day that Deputy Prime Minister Dmitry Rogozin issued a series of controversial statements painting the future of U.S.-Russian space cooperation in a bleak light. The new space policy appears to be a step toward ensuring Russia is free to pursue its own interests in space after its ISS obligations are fulfilled in 2020.

« Crise russo-ukrainienne : un risque pour les activités spatiales d'Airbus »

La crise russo-ukrainienne fait peser "un risque" sur les activités d'Airbus Space Systems, a révélé ce mercredi le directeur général de Space Systems, François Auque, lors d'une conférence de presse sur la présentation des activités de la nouvelle division. "C'est, a-t-il précisé, un impact potentiellement significatif si cela devait durer". Globalement, la décision américaine de ne plus accorder de licences d'exportation pour des satellites à des clients russes "nous impacte dans notre capacité d'exportation vers la Russie", a estimé François Auque, qui le regrette car la dynamique commerciale était positive avec la Russie. Cet impact ne se traduira pas par des pénalités financières mais par la perte du marché russe sur lequel Airbus avait fait une percée. En outre, il estime que les opérateurs du monde entier, qui faisaient confiance à Proton, pourraient limiter leurs investissements (satellites) en raison de la



rareté des créneaux de lancement. Ce qui impacterait son activité de construction de satellites d'Airbus Space Systems et de ses concurrents. A l'inverse d'Arianespace et de ses rivaux, dont SpaceX, qui voient un concurrent écarté en grande partie de la compétition.

« Hispasat-Intelsat Venture will Use Amazonas 1 for World Cup Coverage »

Satellite fleet operators Hispasat and Intelsat have formed a joint venture to operate Hispasat's Amazonas 1 satellite at 55.5 degrees west longitude for two years to capture the revenue potential of the FIFA World Cup soccer championship being held in Brazil starting in June, Hispasat announced May 13. Amazonas 1, launched in 2004, has a fuel-supply anomaly that is expected to reduce its operational life to about 10 years, instead of the planned 15 years, according to previous estimates. But the satellite apparently is expected to operate long enough to provide television services for the World Cup and beyond.

« TAS réalisera Koreasat 7 et 5A »

Thales Alenia Space vient de remporter un beau doublé en décrochant la maîtrise d'œuvre des deux prochains satellites de l'opérateur sud-coréen KTSAT face à son concurrent américain Orbital Sciences. Il s'agit du premier contrat de satellite passé par KTSAT, formé en 2012 à partir des activités satellitaires de KT Corp. (anciennement Korea Telecom). TAS, qui avait déjà réalisé les satellites Koreasat 5 lancé en 2006 et Koreasat 6 (avec une plateforme d'Orbital) lancé en 2010, assurera la maîtrise d'œuvre du programme et livrera les satellites au sol. KTSAT se fournira indépendamment en services de lancements. TAS sera néanmoins responsable des campagnes de lancement, des recettes sur orbite et des mises à poste. Aucune date n'a encore été annoncée officiellement pour les lancements, mais ceux-ci devraient avoir lieu en 2016.

« NASA Rushing To Get Mars 2020 Contracts Signed »

NASA is rushing to award sole-source contracts to some 25 vendors for the planned sample-caching

Mars 2020 rover, which is based closely on the \$2.5 billion Curiosity rover now operating on the red planet. John McNamee, the Mars 2020 project manager at the Jet Propulsion Laboratory in Pasadena, California, named some of the companies already under contract, including Lockheed Martin Space Systems of Denver and Aerojet Rocketdyne of Sacramento, California. From Lockheed Martin, NASA is procuring material needed for the heat shield that will protect the car-sized rover during its fiery entry into the martian atmosphere, an event JPL engineers refer to as the "seven minutes of terror". Aerojet Rocketdyne, meanwhile, will provide copies of the maneuvering thrusters Curiosity used during its six-month cruise phase to Mars and the eight rocket engines used to slow the craft during its final descent to the martian surface.

« Berlin demande une remise à plat du projet Ariane 6 »

Invités à déjeuner ce mercredi 14 mai par la secrétaire d'Etat en charge de l'Enseignement supérieur, Geneviève Fioraso, les acteurs de la filière des lanceurs spatiaux risquent d'avoir une conversation animée. Au menu des discussions : Ariane 6, le projet de nouvelle génération de la fusée européenne, dont la configuration technique arrêtée fait débat. Après les opérateurs de satellites, c'est en effet au tour du DLR, l'agence spatiale allemande, de rappeler ses positions, en contradiction avec celles du tandem ESA-CNES. "Nous doutons que la solution sur la table actuellement, celle d'une fusée à propulsion solide optimisée pour des lancements de 6 à 7 tonnes en orbite géostationnaire et pour un coût au lancement de 70 millions d'euros, soit la solution ultime", déclare aux « Echos » son président, Johann-Dietrich Wörner. Le différend est tel que ce dernier a obtenu de Jean-Yves Le Gall, son alter ego du CNES, que les experts des deux agences en débattent d'ici à juillet. La date du concile n'est pas encore fixée, ni le fait de savoir si d'autres parties prenantes seront invitées, comme l'agence spatiale italienne. Avec 50 %, 20 % et 15 % respectivement du financement d'Ariane 6, Paris, Berlin et Rome sont les trois principaux bailleurs de fonds du projet.



« Copernicus benefitting society and the environment »

The financial benefits of the Copernicus programme, as well as opportunities for sustainable economic growth and job creation in Europe, came into focus recently in Athens, Greece. While improving daily life, this ambitious programme is also expected to generate new employment and business opportunities throughout Europe. Christos Vasilakos, General Secretary for Research and Technology under the Greek Ministry of Education and Religious Affairs, underlined the importance of Copernicus for economic development: *"We are confident that the activities related to Earth observation can provide leverage for the acceleration of Greece's efforts to develop new, competitive foundations, and in order to participate in a knowledge-based economy"*. It is estimated that every €1 invested in Copernicus will generate up to €10 in return. *"Investing in space today means investing in growth, employment and innovation tomorrow"*, noted Paul Weissenberg, Deputy Director General of the European Commission's Directorate-General for Enterprise and Industry. With the launch of the first Sentinel satellite on 3 April, Copernicus is now moving into its operational phase. ESA's Director General, Jean-Jacques Dordain, highlighted how Copernicus opens a new era in Earth observation with continuous monitoring and continuous improvement: *"Copernicus is unique in the world, demonstrating that when we join forces, Europe can be ahead of all others for the benefit of its citizens"*.

« Un module spatial soviétique vendu un million d'euros »

Une capsule spatiale soviétique, mise sur orbite à deux reprises à fin des années 1970, a été vendue aux enchères mercredi à Bruxelles pour un million d'euros, selon la maison Lempertz, organisatrice de la vente. Première capsule spatiale mise en vente en Europe, sa valeur avait été estimée entre 700 000 et 1,4 million d'euros par la société allemande, qui inaugurerait pour l'occasion sa nouvelle salle de vente dans la capitale belge.

« L'ancienne médecin du 1er homme dans l'espace se confie »

A l'occasion, cette année, du 53e anniversaire du 1er vol d'un homme dans l'espace, Adilia

Kotovskaya raconte la sélection de Youri Gagarine en 1959.

AÉRONAUTIQUE

« L'OACI s'engage à améliorer la localisation des vols »

L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a annoncé mardi que les acteurs du secteur commenceraient d'eux-mêmes à améliorer la localisation des vols tout en continuant à mettre au point de nouvelles règles à la suite de la disparition du vol MH370 de la Malaysia Airlines en mars.

« L'EASA va durcir la réglementation sur les boîtes noires »

L'Agence européenne de sécurité aérienne (EASA) a présenté des propositions pour faciliter le repérage des boîtes noires d'avions portés manquants, la réaction la plus concrète à ce jour à la disparition d'un appareil de la compagnie Malaysia Airlines, a-t-on appris de sources proches du dossier.

« Vol Rio-Paris : une contre-expertise charge l'équipage »

Après l'accident du MH 370, c'est le vol Rio-Paris qui revient sur le devant de la scène. Selon le rapport de la contre-expertise ordonnée dans l'enquête judiciaire, dont l'AFP a eu connaissance mardi, la catastrophe du vol Rio-Paris d'Air France en juin 2009 serait due à *"une réaction inappropriée de l'équipage après la perte momentanée des indications de vitesse"*.

« L'aéronautique française craint d'être privée de titane par Moscou »

L'industrie aéronautique française pourrait manquer de titane, métal utilisé notamment dans la fabrication d'avions et de réacteurs, si la crise ukrainienne entraînait une dégradation des relations commerciales avec Moscou, a estimé lundi Marwan Lahourd, président du Gifas.

« China Southern commande 80 Airbus pour près de 8 milliards de dollars »

China Southern, qui possède la plus grande flotte d'avions de Chine, a commandé vendredi 80



moyen-courriers A320 pour un prix catalogue de 7,9 milliards de dollars.

EXPORT CONTROL

Révision des listes de contrôle relatives aux véhicules spatiaux

Dans le cadre de la réforme du système de contrôle américain, le DDTC¹ a annoncé conjointement avec le BIS² le 13 mai 2014, les révisions de la catégorie XV (véhicules spatiaux) et les ECCNs 9X515 de façon à focaliser les contrôles au titre des ITAR sur les biens et technologies les plus sensibles. Les matériels les moins sensibles sont transférés dans la Commerce Control List – CCL qui comporte des nouvelles entrées. Les dernières modifications concernent. La Satellite Industry Association à l'initiative d'un intense lobbying mené sur le sujet depuis une quinzaine d'année a salué cette décision³. C'est elle qui avait soulevé que depuis le « Roll-back » de 1999 (qui avait re-transféré les satellites commerciaux de la CCL à l'USML), l'industrie spatiale US avait perdu près de 21 milliards de dollars dans les revenus liés à la vente des satellites jusqu'en 2009 soit 9000 emplois chaque année. Les modifications concernant les circuits micro-électroniques durcis aux radiations entreront en vigueur le 27 juin (45 jours) tandis que le reste sera effectif dans 6 mois (10 novembre).

A noter que ces règles sont encore qualifiées d'intérimaires. Des commentaires publics peuvent être faits jusqu'au 27 juin avant la décision finale.

Les ECCNs 9X515 devraient regrouper tous les produits spatiaux jugés peu sensibles, contrôlés jusqu'alors au titre des ITAR (category XV de l'USML), comme par exemple :

- Les satellites de communication commerciaux, les sondes interstellaires, etc. non soumis aux ITAR -et non appelés en ECCN 9A004 - ;

- Les stations sol et les simulateurs pour des véhicules spatiaux non soumis aux ITAR ;
- Les circuits microélectroniques durcis (fonction de leur performance) spécialement conçus pour des biens contrôlés en 600 series ou en 9A515 ;
- Les pièces, composants, et accessoires spécialement conçus pour être « qualifiés spatial », non spécifiquement appelés dans l'USML, dans l'ECCN 9A515 ou dans un autre ECCN hébergeant des biens transférés de la Category XV ;
- Les biens contrôlés sous l'ECCN 9A515 bénéficient des mêmes Licence Exceptions et sont soumis aux mêmes restrictions que les biens contrôlés sous l'ECCN 9A610 (aéronefs).

Cette évolution positive pour les approvisionnements de composants peu sensibles pour les satellites est cependant tempérée par le constat que beaucoup d'informations techniques, elles-mêmes contrôlées sous 9E515 si elles sont relatives à ces pièces, ne bénéficient pas de la Licence Exception STA. De plus, cette réforme amène un développement d'une See-Through Rule dans l'EAR. En effet, la réforme soumet les composants de la nouvelle catégorie « 500 series » à une règle de minimis à 0% pour l'exportation vers la Chine et vers une vingtaine d'autres pays sous embargos US. Or cela conduirait pour beaucoup d'industriels à poser une EAR See-Through Rule – équivalent de l'ITAR See-Through Rule avec sa règle de minimis. Selon certains auteurs⁴, cette nouvelle See-Through Rule combinée à la complexification de la Loi amplifiée par l'ECR, amènent les fabricants étrangers à éviter au maximum l'intégration de composants spatiaux US dans leurs biens pour se tourner non plus vers une politique ITAR-Free mais US-Free.

¹ Voir l'annonce sur le site du Département d'Etat : <http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2014/05/226014.htm>

² Voir l'annonce sur le site du BIS : <http://www.bis.doc.gov/index.php/component/content/article/9-bis/carousel/679-commerce-dept-to-license-export-of-satellites>
³ <http://www.sia.org/wp-content/uploads/2014/05/SIA-Press-Release-SIA-CELEBRATES-PUBLICATION-OF-FINAL-SATELLITE-EXPORT-REGULATIONS-2014-05-13-FINAL.pdf>

⁴ Voir l'article de Matthew A. Goldstein « *Export Control Reform Impacts in Space* » publié le 21 mars 2014 sur le blog <http://defensetradelaw.com/>. Voir également l'article d'Olivier Jacquotte « *Le concept "ITAR-free" en voie de devenir également "500 series-free"* » publié le 22 mars 2014 sur son blog <http://globalreachsas.blogspot.fr/2014/03/le-concept-itar-free-en-voie-de-devenir.html?bcsi-ac-d94bd91529310055=2253D1400000503i4KyRIUamVdBTYir0YeHoafpY+K0AwAAAawUAAHcrOAAIBwAAQgAAAGnADAA=:bcsi-ac-1f5bdcd2691dbbc3=2253CFD500000503+Fpo3RBsBynnYJH3HqJZFHzV0QOnAwAAAawUAAE8uOAAIBwAAngAAACIADAA=>